

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de la réglementation et de l'environnement

ARRÊTÉ

LE PREFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société SASU GIDI PRODUCTION
42 Rue Paul Sabatier – BP 329
71108 CHALON SUR SAONE

N° *11 - 03814*

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L.514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 08-06265 du 10 décembre 2008 autorisant l'établissement à exploiter une unité de fabrication de conteneurs plastiques sur la commune de Crissey et ses articles 4.2.2, 4.3.5, 4.3.9, 7.3.1 et 7.5.3,

VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 réglementant les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (tours aéroréfrigérantes) soumises à autorisation et ses articles 5, 8, 8-1 et 8-2 du titre II,

VU le rapport d'inspection du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 13 juillet 2011,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté ministériel susvisé,

Considérant que le non respect des prescriptions réglementaires peut entraîner des risques pour l'environnement, notamment pour le milieu récepteur des rejets,

Considérant que selon l'article L.514-1-I du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE**ARTICLE 1er:**

La société GIDI PRODUCTION dont le siège social est situé 42 rue Paul Sabatier à CHALON-SUR-SAÔNE, est mise en demeure de respecter, dans les délais précisés ci-dessous, les prescriptions suivantes:

- **sous un mois** à compter de la notification du présent arrêté : les articles 4.2.2, 4.3.9 et 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2008 et les articles 5, 8-1 et 8-2 du titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 ;
- **sous trois mois** à compter de la notification du présent arrêté : les articles 4.3.5 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2008 et l'article 8 du titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004.

ARTICLE 2:

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er}, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon:

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL Bourgogne.

Mâcon, le **08 AOUT 2011**

Le Préfet

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES